

agenda

COMBATTRE LE VIH/SIDA DANS LES TRANSPORTS

PLAN DE VOL

UNE ÉTUDE DE L'ITF DANS LE SECTEUR DE L'AVIATION CIVILE MONTRE LA VOIE DANS LA LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA

SUR LA ROUTE

UN PROGRAMME INNOVANT POUR SENSIBILISER DAVANTAGE LES CHAUFFEURS DE CAMIONS AU VIH/SIDA

UN ATOUT DANS LES NÉGOCIATIONS

COMMENT LA LÉGISLATION ET LES DIRECTIVES EXISTANTES PEUVENT RENFORCER LA POSITION DES SYNDICATS LORS DE LEURS NÉGOCIATIONS

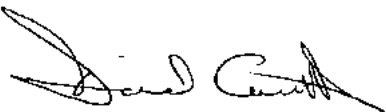


Voici le cinquième numéro d'Agenda, le magazine annuel de l'ITF consacré au VIH/SIDA. L'ITF est fière des campagnes que nous avons menées. Comme vous pourrez le constater à la lecture des différents articles, elle coopère avec nos affiliés, les employeurs, les gouvernements, les ONG et les groupes locaux afin d'endiguer la progression du VIH/SIDA, et d'améliorer la vie des personnes vivant déjà avec le SIDA.

Lutter contre le VIH/SIDA signifie également s'attaquer à d'autres problèmes et d'autres préjugés, aussi bien sur le lieu de travail que dans la société en général. Mais ce faisant nous devenons plus forts, plus inventifs, mieux informés. Ces articles parlent beaucoup de coopération, de dénominateurs communs dégagés. Pour les travailleurs des transports, que la mobilité et les conditions de travail rendent particulièrement vulnérables au VIH/SIDA, il est essentiel de bénéficier de l'expérience des collègues dans la même situation.

C'est là précisément l'objectif d'Agenda : mettre les travailleurs des transports de par le monde en contact les uns avec les autres, pour qu'ils échangent informations, idées et tactiques. Ce magazine consiste en différents articles rédigés par des adhérents syndicaux du monde entier. Continuez à nous les envoyer !

Solidairement vôtre,



David Cockroft
Secrétaire général de l'ITF

Table des matières

- 3-5 Les syndicats agissent**
Rapports d'étape en provenance d'Ethiopie, des Etats-Unis, du Canada, de l'Equateur, du Brésil et de Mongolie
- 6-7 l'OIT adopte la recommandation 200**
Une nouvelle politique sur le VIH/SIDA concerne tous les travailleurs, dans tous les lieux de travail et tous les secteurs d'activité
- 8-10 Plan de vol**
Une nouvelle étude de l'ITF dans le secteur de l'aviation civile révèle que les ouvriers des transports sont vulnérables au VIH/ SIDA, mais aussi à la stigmatisation et à la discrimination
- 11-12 Enseignements tirés**
L'ITF vient de publier un ouvrage important sur le VIH/SIDA et la bonne pratique
- 13-14 Des politiques sur le lieu de travail aux conventions collectives**
Différentes stratégies peuvent être utilisées pour lutter contre le VIH/SIDA sur le lieu de travail, mais la clause essentielle est la non-discrimination
- 15 Sur la bonne voie**
Le secteur ferroviaire a mis en place un projet commun contre le VIH et le SIDA
- 16-17 Les femmes se mobilisent**
De la Colombie au Rwanda, l'éducation et les groupes locaux sont essentiels pour informer les femmes sur le VIH/SIDA
- 18-19 L'information : la vitesse supérieure**
Projet innovant pour faire mieux connaître aux routiers le problème du VIH/SIDA



Bureaux régionaux ITF

Bureau régional africain
PO Box 66540,
Westlands, Nairobi, Kenya
Tél : +254 (0) 20 44 480 19
Fax : +254 (0) 20 44 480 20
E mail : itf@kenyaonline.com

Bureau régional Asie/ Pacifique
12D College Lane,
New Delhi, 110001 Inde
Tél : +91 (0) 11 2335 4408 / 7423
Fax : +91 (0) 11 2335 4407
E mail : itfindia@vsnl.com

Fédération européenne
des travailleurs du transport (ETF)
Rue du Midi 165,
B-1000 Bruxelles, Belgique
Tél : +32 (0) 2 285 4660
Fax : +32 (0) 2 280 0817
E mail : etf@etf-europe.org
Internet : www.etf-europe.org

Bureau du monde arabe
P.O. Box 925875
Amman 11190 Jordanie
Tél : +962 6 56 99 448
Fax : +962 6 56 99 448
E mail : malkawi_bilal@itf.org.uk

Bureau régional africain francophone
1450 Avenue Kwame Nkrumah,
10 BP 832 CMS Ouagadougou 1,
Burkina Faso
Tél : +226 (0) 50 301 979
Fax : +226 (0) 50 333 101
E mail : itfwak@fasonet.bf

Bureau régional Interaméricain
Av. Rio Branco, 26-11 Andar, CEP
20090-001 Centro,
Rio de Janeiro, Brésil
Tél : +55 (0) 21 2223 0410
Fax : +55 (0) 21 2283 0314
E mail : rio@itf.org.uk
Internet : www.itf-americas.org

Bureau de Moscou
21/1 Sadovaya Spasskaya,
Office 729, 107217, Moscou, Russie
Tél : +7 495 782 0468
Fax : +7 495 782 0573
E mail : iturr@orc.ru
Internet : www.itf.ru

Bureau de Tokyo
Tamachi Kotsu Building,
3-2-22 Shibaura, Minato-ku,
Tokyo 108-0023, Japon
Tél : +81 (0) 337 982 770
Fax : +81 (0) 337 694 471
E mail : mail@itftokyo.org
Internet : www.itftokyo.org

Bureau régional Caraïbes
198 Camp Street,
South Cummingsburg,
Georgetown, Guyana
Tél : +592 (0) 227 5907
Fax : +592 (0) 225 0820
E mail : glu@solutions2000.net

Editorial

Coordinateur du projet ITF mondial VIH/SIDA : Dr Syed Asif Altaf
Rédacteur : David Cockroft
Tél : +44 (0) 20 7403 2733
Fax : +44 (0) 20 7357 7871
E-mail : mail@itf.org.uk
ITF House, 49-60 Borough Road,
Londres, SE1 1DR

LES SYNDICATS AGISSENT

CAMP DE DÉPISTAGE ET DE SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE VOLONTAIRES ORGANISÉ PAR UNE FÉDÉRATION SYNDICALE ÉTHIOPIENNE

La Fédération industrielle syndicale éthiopienne des ouvriers du transport et des communications (Transport & Communications Workers' Trade Union Industrial Federation of Ethiopia) a tenu une série de camps de dépistage et de soutien psychologique volontaires (VCT) en avril 2010 à Addis Abeba et dans d'autres aéroports intérieurs du pays. Ces camps ont été organisés en collaboration avec la société des aéroports éthiopiens et la compagnie aérienne nationale. Un nombre important de salariés sont allés sur les différents sites des VCT pour faire faire le test. A certains endroits, les salariés ont été photographiés pendant la prise de sang pour encourager leurs collègues et leurs camarades à faire de même. Un grand nombre d'adhérents ont fait observer qu'il était pratique que ces activités de VCT soient proposées sur leur lieu de travail. Ils ont également apprécié l'atmosphère conviviale. Zeleke Mena, président de la section de l'aviation civile en Afrique de l'ITF, déclare : « On a entendu certaines des personnes venant se faire tester dire que c'était essentiel pour leur santé. Et aussi, ceux qui ne s'étaient pas fait tester demandaient quand aurait lieu le prochain camp ».

Selon les données d'ONUSIDA, 980.000 personnes en Ethiopie seraient séropositives, et le taux de prévalence chez la population adulte représenterait 2 %. Dans les zones urbaines le taux de prévalence est encore plus élevé, et les jeunes demeurent la catégorie de la population la plus touchée. Les facteurs à l'origine de la propagation du VIH en Ethiopie sont divers : illettrisme, stigmatisation et discrimination des personnes vivant avec le VIH, taux élevé de chômage, prostitution très répandue, disparité entre les sexes, mouvements migratoires (notamment exode rural en direction des villes), pratiques culturelles et traditionnelles néfastes. Les obstacles à la prévention, au dépistage et à la prise en charge du VIH en Ethiopie sont immenses. Quatre-vingt-cinq pour cent de la population vivent dans les campagnes où les services de santé publique font gravement défaut.



Au Canada, 1 personne sur 500 a le VIH/SIDA mais nombreux sont ceux qui ne connaissent pas leur statut

LE CAW-TCA DIFFUSE UNE BROCHURE D'INFORMATIONS DÉTAILLÉES SUR LE VIH/ SIDA

Le syndicat canadien CAW-TCA a lancé un nouveau livret d'information sur le VIH/ SIDA intitulé VIH/SIDA : le problème des travailleurs, le problème des syndicats.

La parution de ce livret a coïncidé avec la Journée mondiale du Sida, le 1er décembre. Ce document contient notamment un état des lieux du VIH/ SIDA au Canada, des informations sur la prévention et la transmission de la maladie, des libellés modèles de convention collective, et de nombreuses informations diverses.

« Depuis trente ans, le VIH/ SIDA s'est répandu et a commencé à être connu de la population au sens large, mais nous ne sommes toujours pas venus à bout de cette maladie évitable », déclare Ken Lewenza, Président du CAW-TCA. « Aujourd'hui, un Canadien sur 500 vit avec le VIH/SIDA. Mais près de trente pour cent d'entre eux ne le savent pas. Cela signifie qu'un grand nombre d'entre nous verront leur vie affectée d'une manière ou d'une autre par le VIH/SIDA ». D'après Lewenza, l'ignorance entourant encore cette maladie représente un obstacle aux efforts visant à l'éliminer. Cette maladie a touché « des dizaines de milliers de Canadiens et leurs familles, et des millions de personnes de par le monde. Aujourd'hui, de nombreux adhérents du CAW-TCA vivent avec le VIH/SIDA et beaucoup de nos adhérents ont des membres de leurs familles ou des amis séropositifs ou malades. Mais le silence et la stigmatisation entourant cette maladie continuent à empêcher les personnes contaminées d'obtenir le soutien et l'accompagnement nécessaires, et représentent des facteurs considérables expliquant que cette maladie continue à se propager ».

Un exemplaire de ce livret et une affiche seront envoyés à tous les syndicats locaux. Pour plus de renseignements, ou pour télécharger le livret ou l'affiche, rendez-vous à l'adresse suivante : www.caw.ca/humanrights



Des éducateurs
des pairs unissent
leurs forces pour
motiver les
membres des
syndicats

ATELIER SUR LE VIH/SIDA ORGANISÉ À L'INTENTION DES TRAVAILLEURS DE L'AVIATION CIVILE EN EQUATEUR

Pour la première fois, un affilié de l'ITF de l'aviation civile en Equateur a tenu un atelier intitulé : « Les travailleurs de l'aviation civile en Equateur et leur réaction à l'épidémie de VIH/SIDA ». Cet atelier a été organisé en collaboration avec l'encadrement et en partenariat avec des organismes tels que la Croix Rouge, les ACILS et une ONG locale. Un travailleur séropositif a été invité à témoigner de son expérience. 27 personnes, dont huit femmes, ont pris part à l'atelier visant à former des animateurs sur les questions du VIH/SIDA et des infections sexuellement transmissibles (IST) qui pourront intervenir dans l'ensemble du pays afin d'informer les adhérents. Les principaux thèmes abordés durant l'atelier étaient les suivants : informations générales concernant le VIH/SIDA, mythes et réalités, bonne utilisation des préservatifs. On envisage de répéter cet exercice dans un avenir proche, afin de disposer d'un volant de 50 éducateurs-animateurs à même de former leurs collègues.

L'épidémie du VIH en Equateur est concentrée, avec environ 0,3 % des adultes infectés. Le nombre d'adultes de plus de 15 ans vivant avec le VIH représente 25.000 personnes. Les hommes ayant des rapports homosexuels sont la population la plus touchée, avec une prévalence de 19,3 % dans la capitale. La prévalence est également élevée chez les transsexuels et les travailleurs du sexe ; le taux de nouvelles infections ne cesse d'augmenter.

En dépit de certains progrès au cours des dernières années, l'accès aux soins de santé de qualité, tels que les services de dépistage du VIH et de suivi psychologique, reste insuffisant, et certains services destinés aux populations les plus vulnérables restent lacunaires. La stigmatisation et la discrimination, liées à une culture machiste et de désinformation concernant le VIH/SIDA, contribuent à la transmission du VIH et freinent les progrès vers un accès universel aux services de prévention.

PROGRAMME D'ÉDUCATION AU VIH/ SIDA ORGANISÉ PAR LE SYNDICAT DES TRAVAILLEURS DU TRANSPORT, DES COMMUNICATIONS ET DU PÉTROLE EN MONGOLIE

Le syndicat des ouvriers du transport, des communications et du pétrole de Mongolie a récemment organisé un programme de formation pour ses adhérents visant à leur faire mieux connaître le problème du VIH/SIDA. Il a également organisé des réunions avec des routiers dans différents lieux de travail de la capitale, Ulan Batar, et dans d'autres villes du pays. Le syndicat a fait intervenir le Comité de la jeunesse dans le déroulement des différentes activités. Lors de la Journée mondiale du SIDA en 2010, des représentants syndicaux ont été interviewés sur des chaînes de télévision et dans la presse.

L'ITF, en collaboration avec l'OIT et le Syndicat international du transport routier (IRU), va organiser un cursus de formation des formateurs à Ulan Batar du 25 au 28 juillet 2011. Des formateurs et des militants du syndicat des ouvriers du transport, des communications et du pétrole de Mongolie y participeront. La section des transports internes de l'ITF, avec un soutien technique du projet mondial sur le VIH/SIDA, les aidera à élaborer un plan d'action d'un an sur le VIH/SIDA. Selon Janina Malinovska, secrétaire adjointe des sections des transports internes, « Il est important que les syndicats du transport routier participent activement aux mesures de prévention du VIH/SIDA et informent leurs adhérents des problèmes avant que ceux-ci ne deviennent trop importants. Les initiatives dans des pays comme la Mongolie, où la prévalence de la maladie est peu élevée, représentent de la bonne pratique sur la façon d'intégrer la problématique du VIH/SIDA aux activités syndicales, sur la façon d'utiliser la boîte à outils et de disséminer les informations parmi les adhérents ».

En Mongolie, l'augmentation connue des comportements à risque, de la mobilité, et la présence croissante de travailleurs migrants, font craindre une augmentation rapide de la propagation VIH/SIDA. Si la prévalence de la maladie y reste peu élevée, ce pays connaît un risque élevé du fait de sa population relativement jeune, des règles sociales ouvertes concernant la sexualité, de la prévalence élevée des IST et de la propagation accrue de la maladie en provenance de Chine et de Russie.



Face au VIH/ SIDA, la réponse coordonnée du Brésil, où le gouvernement, les syndicats et la société civile travaillent main dans la main, a fait preuve de son efficacité

AU BRÉSIL, LA MISSION DES MARINS ALLEMANDS ÉLABORE UNE BROCHURE SUR LES IST ET LE VIH

A Santos, au Brésil, la mission des marins allemands et Stella Maris ont élaboré récemment une brochure sur les infections sexuellement transmissibles (IST) et le SIDA, destinée à être distribuée aux marins arrivant à Stella Maris. Cette brochure décrit les symptômes, les façons de prévenir et de soigner les IST les plus courantes, notamment le VIH, et conseille aux marins de consulter un médecin ou un centre de soins. On y donne également les coordonnées de « Aide aux marins », service gratuit et anonyme mis en place par le réseau international d'aide aux marins (ISAN).

Au Brésil, le premier cas de SIDA a été enregistré en 1982. S'il ne fait aucun doute que de nombreux pays ont agi pour endiguer l'avancée du VIH, le Brésil s'est distingué par son grand succès. Le gouvernement brésilien, avec la collaboration de groupes de la société civile, a mené une lutte agressive contre l'impact de l'épidémie de SIDA. Ainsi, à la fin de 2007, le nombre de Brésiliens vivant avec le VIH ne représentait qu'un peu plus de la moitié du chiffre prévu dix ans plus tôt. Selon les données de l'ONUSIDA, le nombre de personnes séropositives au Brésil est de 730.000, et le taux de prévalence dans la population adulte de 0,6%.

ATELIER SUR L'ÉDUCATION AU VIH ET AU SIDA ORGANISÉ PAR LE COMITÉ DES TRAVAILLEUSES DE TRANSPORT WORKERS UNION OF AMERICA

Le Comité des travailleuses du syndicat des ouvriers du transport d'Amérique (Transport Workers' Union of America), division du transit, a tenu sa conférence d'automne en septembre 2010 en Floride. Un atelier sur l'éducation au VIH/ SIDA a été organisé, auquel des personnes séropositives avaient été invitées par le syndicat à participer pour parler de l'épidémie et donner un témoignage de vie positive avec la maladie. On y a débattu du problème de stigmatisation encore associé au VIH/ SIDA.

Durant l'atelier, un documentaire de l'ITF intitulé « Autoroutes de l'espoir » a été projeté ; et différentes publications et matériaux d'information de l'ITF sur le VIH / SIDA ont été distribués aux participants. Chaque intervention a été suivie d'une séance de questions et réponses. Sandra Burseson, membre du Comité des femmes de l'ITF et directrice du Département des droits humains du TWU, déclare : « Eduquer et informer, c'est essentiel. Nous devons comprendre que le VIH/ SIDA n'est pas une maladie touchant seulement les hommes homosexuels. Dans bien des pays, il y a plus de femmes infectées que d'hommes ».

Selon une estimation du Centre pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC), plus d'un million de personnes vivent avec le VIH aux États-Unis. Sur ce total, un sur cinq ignorent qu'ils sont séropositifs. Le nombre de séropositifs a augmenté mais le taux annuel de progression du nombre de séropositifs est relativement stable. Cependant, ce niveau reste beaucoup trop élevé, et on estime qu'environ 56.300 Américains sont infectés chaque année. Aux États-Unis, le SIDA a provoqué plus de 576.000 décès depuis les débuts de l'épidémie.



L'OIT ADOPTE LA RECOMMANDATION 200

**ANNA TORRIENTE,
JURISTE SENIOR POUR
LE PROGRAMME DE
L'OIT SUR LE SIDA,
PRÉSENTE UNE
NOUVELLE POLITIQUE
EN LA MATIÈRE**

Le 17 juin 2010, la Conférence internationale du travail a adopté la recommandation 200. Il s'agit de la première norme du travail portant spécifiquement sur le VIH sur le lieu de travail. Ce texte représente le fruit de trois années de dialogue entre gouvernements, organisations d'employeurs et de travailleurs, notamment celles représentant les personnes vivant avec le VIH. La recommandation 200 couvre tous les travailleurs, y compris les demandeurs d'emploi, dans toutes les catégories d'emploi, tous les lieux de travail et tous les secteurs.

L'adoption d'une norme internationale de travail est un événement important. Il s'agit

La recommandation n° 200 énonce les principes suivants :

- La lutte contre le VIH contribue à la réalisation des droits humains, des libertés fondamentales et de l'égalité entre les sexes
- La prévention est une priorité fondamentale
- Il ne doit y avoir aucune discrimination ou stigmatisation du fait du statut, réel ou perçu, en matière de VIH (notamment dans le recrutement, les conditions de travail et la cessation du contrat de travail)
- Les personnes atteintes d'une maladie liée au VIH devraient pouvoir continuer à travailler avec des aménagements raisonnables dans la mesure où leur état de santé le permet. Les examens médicaux ne peuvent être réalisés que dans le but de déterminer l'aptitude au travail.
- Les employeurs ne devraient pas exiger de test VIH, ou de divulgation du statut VIH
- Les données personnelles relatives au VIH sont confidentielles
- Les programmes sur le lieu de travail doivent protéger les travailleurs contre les risques particuliers de transmission professionnelle du VIH et de maladies associées, comme la tuberculose
- Les travailleurs, leurs familles et les personnes à charge doivent avoir accès à des services de prévention, de traitement, de prise en charge et de soutien relatifs au VIH, et le lieu de travail doit jouer un rôle de facilitation à cet égard
- Il ne doit exister aucune discrimination liée au VIH envers les travailleurs ou les personnes à charge dans l'accès à la sécurité sociale et aux mutuelles, notamment pour les soins de santé, les allocations de handicap, de décès ou de veuvage.

d'un renforcement des lignes directrices de 2001 déjà présentes dans le code de pratique de l'OIT relatif aux VIH/SIDA et au monde du travail. Elle relève le rôle important du lieu de travail dans la lutte contre la propagation du VIH/SIDA, un accès facilité à la prévention, au traitement, aux soins et à la prise en charge, tout en renforçant le rôle des militants du monde du travail.

Le coordonnateur de l'ITF pour le VIH/SIDA, le Dr Syed Asif Altaf, déclare : « Les personnes vivant avec le VIH et le SIDA sont souvent victimes de stigmatisation et de discrimination dans tous les domaines de l'emploi, que leur travail soit de nature formelle ou informelle, qu'ils soient mis à pied ou suspendus, même lorsqu'ils sont demandeurs de travail ou postulent à un emploi. Cela représente un obstacle majeur à la réalisation d'un travail décent. Nous devons tous agir pour mettre fin à la stigmatisation et à la discrimination liées au VIH sur le lieu de travail. La recommandation 200 représente un

point de départ dans cette entreprise ».

La recommandation 200 appelle les gouvernements à encourager de conserver dans l'emploi et de recruter les personnes vivant avec le VIH, et de développer des possibilités de production de revenus pour les personnes vivant avec le VIH/SIDA, ou touchées par la maladie. Elle appelle à agir par l'adoption, la mise en œuvre et le contrôle des mesures et des programmes nationaux tripartites sur le lieu de travail concernant le VIH/SIDA. Elle exige que ces programmes soient intégrés à d'autres stratégies nationales et locales, notamment dans le domaine des transports.

Des politiques nationales tripartites relatives au VIH devraient être élaborées par un dialogue entre gouvernements, organisations d'employeurs et de travailleurs, et les organisations représentant les personnes vivant avec le VIH. La participation et l'implication des travailleurs dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des programmes à l'échelle nationale et à l'échelle du lieu de travail doivent également être reconnues. De plus, les organisations d'employeurs et de travailleurs devraient être représentées sur un pied d'égalité avec les

gouvernements dans le mécanisme national utilisé pour le suivi.

Les syndicats ont un rôle important à jouer pour promouvoir la recommandation. Selon la constitution de l'OIT, les Etats-membres disposent d'une année, à la suite de l'adoption de la recommandation, pour la soumettre à leurs autorités compétentes (législatives dans la plupart des cas), lesquelles devront l'examiner afin de déterminer les mesures à prendre pour que le texte puisse entrer en vigueur. Votre engagement, notamment durant ce processus d'examen législatif, est essentiel pour que la recommandation soit effectivement mise en œuvre.

Margherita Licata, spécialiste du programme de l'OIT sur le VIH/SIDA et le monde du travail, insiste sur l'importance du rôle de pression que doivent jouer les syndicats auprès des parlementaires, des chefs de gouvernement et d'autres groupes importants, afin de veiller à ce que les principes de la recommandation soient respectés. De plus, les syndicats peuvent faire reconnaître la recommandation dans leur travail de formation, en l'intégrant au contenu des programmes éducatifs existants des syndicats, et en veillant également à ce que les politiques syndicales et les conventions collectives reflètent l'esprit de cette nouvelle norme du travail.

La recommandation est disponible dans toutes les langues officielles de l'OIT à l'adresse suivante : http://www.ilo.org/aids/lang--en/docName--WCMS_142706/index.htm



PLAN DE VOL

LES OUVRIERS DU TRANSPORT SONT VULNÉRABLES AU VIH, NOTAMMENT PAR LA HONTE ET LA STIGMATISATION, AUTANT QUE PAR L'EXPOSITION AU VIRUS. SUSAN LEATHER ET GABRIEL MOCHO RODRIGUEZ DISCUTENT DE LA NOUVELLE ÉTUDE DE L'ITF SUR LE VIH/SIDA DANS LE SECTEUR DE L'AVIATION CIVILE

L'aviation civile connaît-elle les mêmes risques et difficultés que d'autres secteurs du transport en ce qui concerne le VIH/SIDA ? Y a-t-il des différences entre la situation du personnel à terre et celle du personnel navigant ? Les syndicats concernés disposent-ils d'une politique et d'un programme en matière de VIH et de SIDA ?

En 2010, l'ITF a lancé une étude afin de répondre à ces questions et à d'autres questions associées. L'objectif était de rassembler des informations qui aideraient à évaluer les besoins et à constituer un point de départ des interventions. L'ITF a consulté les syndicats affiliés et a également réalisé un sondage KAB (sur les

connaissances, les attitudes et le comportement) d'un échantillon d'adhérents individuels dans différents pays : en Argentine, en Bulgarie, en Ethiopie, en Inde et en Jordanie. Afin de donner un aperçu général des lois, codes et réglementations couvrant le secteur de l'aviation, l'étude comprend également une brève étude bibliographique.

Le rapport de conclusion de l'étude – Le VIH/SIDA dans le secteur de l'aviation civile – a été publié lors de la Journée mondiale du Sida de 2010. Ce rapport fournit des éléments d'informations précieux d'un échantillon de pays divers concernant la connaissance du VIH, l'accès aux informations et aux services et le comportement

en matière de santé d'une centaine de personnes par pays. Le profil des personnes interrogées est des jeunes adultes des deux sexes, relativement instruits et occupant un emploi à plein temps. Leur connaissance en matière de prévention du VIH, leur attitude concernant l'épidémie et les personnes vivant avec le VIH, leur comportement par rapport au risque, sont des éléments

d'information précieux pour les responsables de l'élaboration de politiques de santé publique et de programmes contre le SIDA, ainsi que pour les différents acteurs du secteur de l'aviation civile.

Le bref panorama que contient le rapport des codes et réglementations existant dans ce secteur en matière de VIH/SIDA

révèle l'absence de norme universelle et un grand nombre d'incohérences entre pays ou au sein de pays, en particulier en ce qui concerne les droits des pilotes et de l'ensemble du personnel navigant. Le rapport recommande à l'ITF d'entreprendre d'autres travaux de recherche en la matière.

Le rapport résume ensuite le point de vue, les activités et les besoins exprimés par les syndicats affiliés à l'ITF en matière de VIH/SIDA. Sur les 25 affiliés ayant répondu, 16 réalisent certaines activités en matière de VIH/SIDA, mais presque tous déclarent souhaiter faire plus dans le cadre d'un programme coordonné par l'ITF. De façon très importante, il existe dans la plupart des pays des lois ou des règles du code du travail, ou des règles de santé et de sécurité, auxquelles on a

incorporé, ou pourrait incorporer, des clauses concernant le VIH/SIDA.

L'étude KAB révèle aussi un certain nombre de lacunes dans l'information et d'idées fausses, dont le résultat est souvent la crainte d'avoir des contacts avec des collègues séropositifs, et le risque de stigmatisation. On constate en même temps le souhait très répandu d'être mieux

informé et de participer aux programmes nationaux de lutte contre le VIH/SIDA. La grande majorité des travailleurs considèrent que le VIH/SIDA est un problème relevant du lieu de travail, et dans tous les pays les personnes interrogées ont été témoins de cas de stigmatisation et de discrimination. Ils sont

favorables à ce que l'ITF déploie des efforts pour informer dans ce domaine et défendre leurs droits. Dans tous les pays objets de l'étude, un certain nombre de personnes interrogées déclarent qu'elles savent être vulnérables au VIH si elles ne modifient pas leur comportement dont elles connaissent les risques. Il est intéressant de relever que les personnes interrogées sont nombreuses à déclarer souhaiter être aidées pour parvenir à changer de comportement.

Sur la base des conclusions tirées des enquêtes auprès des affiliés et des membres individuels, le rapport se termine par une série de recommandations d'action future pour l'ITF et ses affiliés. La principale recommandation est que l'ITF mette sur pied un programme sur le VIH/SIDA adapté aux particularités du secteur de

L'ÉTUDE KAB RÉVÈLE AUSSI UN CERTAIN NOMBRE DE LACUNES DANS L'INFORMATION ET D'IDÉES FAUSSES, DONT LE RÉSULTAT EST SOUVENT LA CRAINTE D'AVOIR DES CONTACTS AVEC DES COLLÈGUES SÉROPOSITIFS

Tableau 1. Connaissance et compréhension du VIH/SIDA

	Argentine	Bulgarie	Ethiopie	Inde	Jordanie
Pourcentage de personnes sachant qu'il n'existe pas de traitement du SIDA	89%	77%	78%	82%	57%
Pourcentage de personnes sachant qu'un usage systématique et correct des préservatifs protège contre le VIH	84%	73%	44%	92%	55%
Pourcentage de personnes sachant qu'il est possible d'être contaminé au VIH par un partenaire qui semble moral et propre	94%	88%	93%	70%	65%

Tableau 2. Pourcentage de personnes sachant où trouver les services de santé pertinents

	Argentine	Bulgarie	Ethiopie	Inde	Jordanie
Diagnostic et traitement du VIH	90%	59%	66%	60%	42%
Diagnostic et traitement des IST	86%	71%	58%	82%	49%
Diagnostic et traitement de la tuberculose	76%	69%	53%	92%	49%
Information et services de planning familial	66%	51%	60%	60%	47%

Tableau 3. Attitudes envers les personnes vivant avec le VIH

	Argentine	Bulgarie	Ethiopie	Inde	Jordanie
Peur de travailler avec un collègue séropositif	11%	18%	21%	41%	45%
Peur de boire dans le même verre qu'un collègue séropositif	68%	88%	22%	55%	57%

l'aviation civile, et tenant compte des conditions et des besoins locaux. Certains aspects sont traités de façon plus détaillée :

- des interventions destinées à renforcer la capacité des affiliés à élaborer leur propre programme et à incorporer le VIH/SIDA dans le programme de négociations collectives
- l'éducation participative destinée à favoriser un changement des comportements
- la mise à disposition d'informations, de données, de matériaux
- des mesures stratégiques et éducatives destinées à lutter contre la stigmatisation et la discrimination
- la nécessité de constituer des partenariats au niveau national et à l'échelle du lieu de travail.

Le coordonnateur pour l'ITF en matière de VIH/SIDA, le Dr Syed Asif Altaf, constate : « Cette étude confirme que le VIH/SIDA est bel et bien un problème relevant du lieu de travail dans l'aviation civile. Tous les pays ayant répondu au questionnaire font état de cas de stigmatisation et de discrimination, et sont favorables aux efforts visant à éduquer et à défendre les droits. Ce projet de recherche va nous aider à élaborer un programme pratique destiné aux travailleurs de l'aviation civile, leurs familles et leur entourage ».

Ce rapport renforce l'importance de politiques concernant le VIH/SIDA sur le lieu de travail, l'importance pour les syndicats d'être actifs, dans la mesure où leurs réseaux de communication et leurs programmes éducatifs leur donnent la possibilité de faire un travail d'information et d'avoir un impact sur la population générale. Il relève également l'adoption de la recommandation n° 200 sur le VIH/ SIDA et le monde du travail lors de la Conférence internationale sur le travail, en juin 2010, en s'en félicitant. Cette recommandation porte sur l'élaboration de politiques nationales pour le lieu de travail concernant le VIH/SIDA, avec la participation active des partenaires tripartites de l'OIT – ministères de l'emploi, fédérations d'employeurs, syndicats. Elle donne ainsi un moyen d'orienter et de structurer les préoccupations fondamentales des syndicats, à savoir la protection et la promotion des droits, de la santé et des moyens de subsistance de leurs adhérents et de la population plus large, actuellement menacés dans de nombreux pays par l'impact du SIDA sur les travailleurs et leurs familles, et sur les populations dépendant d'eux.

Susan Leather est la consultante ayant réalisé l'étude ; Gabriel Mocho Rodriguez est le secrétaire de la section de l'aviation civile de l'ITF.

Tableau 4. Utilisation du préservatif : attitudes et comportement communiqué

	Argentine	Bulgarie	Ethiopie	Inde	Jordanie
Le préservatif est nécessaire lors de rapports sexuels avec quelqu'un dont on ne connaît pas le statut VIH	93%	99%	93%	99%	66%
N'a pas utilisé de préservatif lors des derniers rapports sexuels avec une personne autre que le partenaire régulier	8%	18%	31%	4%	26
Dans des relations hétérosexuelles, l'homme a le droit de décider d'utiliser ou non un préservatif	18% (15% sur les 60 femmes, 28% sur les 40 hommes)	6% (1% sur les 42 femmes, 5% sur les 36 hommes)	46% (75% sur les 12 femmes, 42% sur les 64 hommes)	50% (12% sur les 17 femmes, 60% sur les 55 hommes)	36% (28% sur les 36 femmes, 42% sur les 24 hommes)

Tableau 5. Cas signalés de stigmatisation et de discrimination sur le lieu de travail

	Argentine	Bulgarie	Ethiopie	Inde	Jordanie
De la part de la direction	2%	5%	14%	20%	37%
De la part de la médecine du travail (si elle existe)	0	0	31%	6%	34%
De la part d'un collègue	8%	1%	25%	21%	44%

L'ITF VIENT DE PUBLIER UN RAPPORT IMPORTANT SUR LE VIH/SIDA ET LES BONNES PRATIQUES

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

On peut parfois avoir le sentiment que les syndicalistes doivent constamment réinventer la roue.

Régulièrement, des batailles sont gagnées, des stratégies élaborées, des problèmes résolus, grâce à des syndicalistes tenaces et inventifs, mais les leçons qu'on pourrait en tirer semblent oubliées.

L'ITF comprend l'importance du savoir collectif. Elle déploie des efforts substantiels pour encourager l'échange d'idées et d'expériences entre les différentes régions et les différents secteurs. Dans la famille de l'ITF, et parmi nos parties

Kenya



Le syndicat des dockers du Kenya travaille en collaboration avec KPA, l'Autorité portuaire du Kenya. Durant le tournoi de football interdépartemental (auquel participe une équipe de femmes), les formateurs syndicaux jouent des pièces de théâtre et récitent des poèmes traitant des risques du VIH/SIDA. Le syndicat organise des séances hebdomadaires d'information sur le lieu de travail ; les adhérents y parlent des problèmes d'égalité des sexes et de VIH/SIDA. Dans le cadre d'un projet pilote de l'ITF, on a également utilisé les témoignages pour mettre fin au tabou et à la stigmatisation entourant le VIH/SIDA. Et dans le cadre d'un projet innovant du ministère des Transports et d'autres affiliés de l'ITF, le syndicat a lancé un programme de dépistage et de suivi psychologique volontaire (VCT) durant toute une semaine, intitulé « VCT au clair de lune ». Il s'agissait d'encourager les routiers à faire un test de dépistage sur le parking lorsqu'ils s'arrêtent pour se reposer pour la nuit.

Ukraine



Le syndicat des cheminots et des constructeurs des transports d'Ukraine, en partenariat avec l'ONG Initiatives dans l'emploi, la santé et le social, a mis en place un projet destiné aux jeunes travailleurs. Il se concentre sur trois villes dans la région la plus industrialisée du pays, où l'incidence de VIH et de tuberculose est particulièrement élevée. En coopération avec son Conseil pour la jeunesse, le syndicat réalise une formation spéciale de prévention destinée aux travailleurs en contact avec le public, comme les contrôleurs et les conducteurs de locomotive. Il s'agit du premier programme combiné de prévention du VIH/SIDA et de la tuberculose sur le lieu de travail en Ukraine, et des manuels, lignes directrices et publications de bonne pratique, qui pourront être utilisés par d'autres syndicats, sont en cours d'élaboration. Il y a également eu une grande campagne d'information auprès du grand public, des affiches dans les trains et les gares, et un million de dépliants concernant le VIH/SIDA et la tuberculose distribués aux passagers des trains.

Argentine



Le Centro de Jefes y Oficiales Maquinistas Navales organise conjointement des séminaires à l'hôpital Muñiz sur le VIH/SIDA. Des professionnels de la santé basés à l'hôpital élaborent des cours de formation adaptés aux besoins des gens de mer. Grâce à une autre collaboration avec l'école nationale de la Marine, le VIH/SIDA sera ajouté au programme, afin que les gens de mer disposent de connaissances minimales sur ce sujet et puissent à leur tour former et informer leurs collègues à bord. Le syndicat a également produit trois documentaires sur les risques de santé et le VIH/SIDA chez les travailleurs du transport, diffusés aux adhérents et disponibles sur le site web du syndicat à l'adresse suivante

<http://www.maquinaval.org.ar>

Ouganda



Le syndicat Amalgamated Transport & General Workers' Union et les affiliés de l'ITF au Burundi, en République démocratique du Congo, au Kenya et en Tanzanie, soutiennent deux projets destinés aux routiers de longue distance le long du Corridor nord. Des centres de documentation ont été ainsi mis en place aux points de passage des frontières et dans des « salles de connaissances » le long de l'axe routier. Les routiers se voient proposer un dépistage VIH et des soins pour les IST, le paludisme ou la tuberculose ; les séropositifs reçoivent un traitement contre les maladies opportunistes et des antirétroviraux. Ces centres font aussi de l'éducation-divertissement : les routiers et les habitants locaux peuvent utiliser l'Internet, jouer au billard, regarder des films et écouter des intervenants parler de VIH/SIDA.

Guyane



Le syndicat Clerical and Commercial Workers' Union a réalisé un sondage auprès de dix entreprises pour mesurer l'importance des comportements à risque, les attitudes envers les collègues de travail séropositifs, et l'existence de mesures sur le lieu de travail contre le VIH/SIDA. En partenariat avec les employeurs, le syndicat soutient la mise en place de suivi psychologique et de dépistage volontaires (VCT). Lors de la Journée mondiale du SIDA et lors de la Journée mondiale du travail, il organise des conférences sur le thème du VIH et de la sexualité, mettant l'accent sur le problème de la stigmatisation et de la discrimination. Il a constitué un réseau de travailleurs-formateurs, recevant une formation, un suivi et une mise à niveau. Les éducateurs et leur équipe de formateurs peuvent se contacter en ligne.

Inde



Dans le secteur des transports, les deux fédérations nationales ferroviaires, le syndicat des gens de mer, des travailleurs des docks et des ports, du transport routier et de l'aviation civile, ont élaboré ensemble un programme commun concernant le VIH/SIDA. Parmi les activités organisées on peut citer des rassemblements, des expositions, des pièces de rue et des représentations culturelles. Lors de la Journée internationale des femmes, la Fédération des cheminots de toute l'Inde (All India Railwaymen's Federation AIRF) organise une campagne d'information publique sur le VIH/SIDA avec des manifestations sportives dans les gares ferroviaires ou à proximité. Un affilié de l'ITF a organisé une campagne à moto : 25 militants syndicaux ont parcouru 1.500 km à moto, s'arrêtant dans toutes les gares, villes et villages pour donner des informations sur le VIH/SIDA et lutter contre la stigmatisation.

prenantes, nous pouvons apprendre beaucoup les uns des autres si nous échangeons sur les problèmes rencontrés, les programmes élaborés et les ressources utilisées.

David Cockcroft, Secrétaire général de l'ITF, estime que le secteur des transports a un rôle essentiel à jouer pour vaincre le VIH/SIDA. « Ce secteur transporte des millions de personnes, jour après jour, à l'intérieur des pays et entre les pays. Ces mouvements peuvent représenter une voie de transmission puissante des informations, des connaissances et de l'éducation nécessaires pour une prévention efficace ».

C'est pour cette raison qu'un nouveau rapport a été rédigé, intitulé : « VIH/Sida : les syndicats du transport se mobilisent. Etudes de cas et bonnes pratiques syndicales ». « Des cols de montagne aux ports et aux docks ; de la haute mer aux courses des taxis urbains ; des transports routiers de longue distance aux réseaux ferroviaires, sur tous les continents. Ces études montrent qu'il est possible d'agir dans tous les pays du monde et dans toutes les situations, quels que soient la prévalence et l'impact du VIH ».

Parallèlement aux pays évoqués ci-dessus, le rapport présente également des études de cas empruntés au Honduras, au Népal, à l'Afrique du Sud et à la Suède.

Vous pouvez télécharger la publication complète à l'adresse suivante : http://www.itfglobal.org/files/publications/FRA/26685/HIV_BestPractice_French.pdf

DES POLITIQUES SUR LE LIEU DE TRAVAIL AUX CONVENTIONS COLLECTIVES

PLUSIEURS STRATÉGIES PEUVENT ÊTRE UTILISÉES POUR LUTTER CONTRE LE VIH/SIDA SUR LE LIEU DE TRAVAIL, MAIS CHRISTINE SSEBOWA ASCOTT DU DÉPARTEMENT DE L'ÉDUCATION DE L'ITF AFFIRME QU'UNE DISPOSITION EST ESSENTIELLE: LA NON-DISCRIMINATION

L'action de l'ITF relative au VIH/SIDA a commencé par les campagnes afin de montrer que le problème du VIH/SIDA relève du lieu de travail, et poursuit désormais l'objectif d'introduire des clauses relatives au VIH/SIDA dans les accords ou conventions collectives. Cela ne signifie pas pour autant que tous les affiliés et employeurs acceptent l'idée que le VIH/SIDA soit un problème relevant du lieu de travail. Notre action se situe donc à des niveaux multiples et avec des approches diverses, en fonction par exemple des taux de prévalence et de la volonté des gouvernements d'agir en la matière. L'efficacité des politiques du lieu de travail dépend à la fois de la volonté de l'employeur de les mettre en œuvre, et de la capacité des syndicats de contrôler une telle mise en œuvre.

L'expérience nous montre que même dans les cas où les employeurs sont favorables à des politiques sur le lieu de travail, il arrive que leur mise en œuvre reste lacunaire. C'est pourquoi l'incorporation dans les conventions collectives de clauses relatives au VIH/SIDA est l'une des mesures les plus efficaces de lutte contre cette maladie.

Dans de nombreux pays, l'augmentation des niveaux d'infection a entraîné une instabilité des lieux de travail, avec comme conséquence la perte d'ouvriers qualifiés pour les employeurs, et d'adhérents pour les syndicats. Grâce au travail de plaidoyer mené par les syndicats, et du fait du coût du recrutement, du reclassement et des congés maladie, les employeurs ont été incités à participer à l'élaboration de politiques sur le lieu de travail. Cependant, l'instabilité de la main-d'œuvre sur le lieu de travail a également des implications pour l'ensemble de l'économie. Selon le rapport de l'ONUSIDA de 2008, le VIH/SIDA est la première maladie affectant la productivité dans les pays asiatiques.

Même dans des régions comme l'Europe de l'Est et l'Asie du Sud-est, où l'on a tendance à considérer que le VIH/SIDA est le problème des toxicomanes et des travailleurs du sexe, plutôt que des travailleurs en général, les syndicats commencent à se faire entendre. En Ukraine, le syndicat maritime, la Fédération des syndicats maritimes, et le syndicat ferroviaire, ont tous réussi à faire incorporer des clauses relatives au VIH/SIDA dans leurs conventions collectives.

Champ d'application

Le contenu des politiques adoptées dépend de différents facteurs. Dans les pays où le sujet reste tabou, les syndicats commencent parfois par un travail d'éducation et d'information, ainsi que de lutte contre la stigmatisation et la discrimination. C'est ce qu'ont fait par exemple SIELAS, syndicat de l'aviation civile au Panama, et TRAN-U, syndicat du transport routier en Thaïlande. Ils ont

« DANS DE NOMBREUX PAYS, L'AUGMENTATION DES NIVEAUX D'INFECTION A ENTRAÎNÉ UNE INSTABILITÉ DES LIEUX DE TRAVAIL »

Études de cas 1 :

Sindicato Nacional de Trabajadores de la Industria de la Aviación Civil y Similares de la República de Panamá (SIELAS)

Le syndicat a négocié des clauses relatives au VIH/SIDA avec Copa Airlines, MB Security, SA et DHL Aero Expresso, SA. Nous espérons pouvoir bientôt faire de même dans les conventions collectives avec American Airlines, UPS, Balboa Logistic et Airport Services. Trois facteurs ont facilité les choses pour le syndicat dans la négociation : la loi sur les maladies en phase terminale, la position solide du syndicat, le soutien des adhérents. Le syndicat a également réalisé une campagne d'information sur la nécessité de clauses sur le VIH/SIDA pour garantir l'absence de discrimination et la stabilité de l'emploi, et distribué des préservatifs en coopération avec PROBISIDA, l'organisme responsable au Panama de la prévention du VIH.

Le problème du VIH/SIDA figure désormais à l'ordre du jour de toutes les réunions syndicales. Une vidéo a été réalisée montrant le déroulement de la campagne à la base. Vous pouvez la consulter à l'adresse suivante : www.youtube.com/watch?v=nCzyNd9AFFo

En ce qui concerne SIELAS, l'expérience du séminaire initial organisé par l'ITF a été extrêmement précieuse pour la poursuite de son action. Les militants organisant la campagne ont également participé à un séminaire organisé par l'ITF à Guatemala City en février 2010.

Études de cas 2 : Syndicat des ouvriers du transport et des docks, Kandla, Inde

Le port de Kandla est l'un des grands ports de la côte occidentale de l'Inde. Les volumes transportés ont augmenté au cours des dernières années, provoquant une augmentation des volumes arrivant dans le port, et contribuant au développement des activités économiques en dépendant. Il y a eu une migration importante de travailleurs vers la région. Tous ces facteurs créent les conditions idéales au développement du virus HIV/SIDA.

Le 1er décembre 2010, le syndicat TDWU a installé un stand d'information, pour faire connaître à ses adhérents la menace représentée

par le VIH/SIDA. Une équipe de militants syndicaux a pris contact avec le président du conseil d'administration du port de Kandla en vue d'élaborer et de mettre en œuvre une politique relative au lieu de travail. Le résultat est que Kandla est désormais le deuxième grand port disposant d'une politique relative au VIH et au SIDA. Elle couvre les questions de stigmatisation et de discrimination, et accorde aux employés des congés payés pour leurs soins, ce qui est lié à la politique en matière de maladies chroniques.

Les ateliers et les conférences organisés par l'ITF sur les questions de VIH et de SIDA nous ont permis de mieux cerner le phénomène. Grâce aux séances de suivi et d'information de l'ITF concernant différentes politiques nationales, et aux recommandations de l'OIT, nous avons été en mesure d'élaborer une stratégie adaptée à



chaque site. Notre message aux autres syndicats envisageant d'agir est le suivant : « C'est grand temps, les gars ! Ce n'est pas mon problème, ou le vôtre ; c'est le problème de tous ! Ce n'est qu'ensemble que nous pouvons venir à bout du VIH/SIDA. »

réalisé des programmes d'information sur le VIH/SIDA pour veiller à ce que les travailleurs séropositifs ne fassent pas l'objet de discrimination. Dans les pays où le niveau d'information est meilleur, l'approche des syndicats peut être d'encourager les travailleurs à établir leur statut en subissant des tests de dépistage volontaires, ou de proposer suivi psychologique et médicaments antirétroviraux.

Il est important que les interventions soient globales dans leur approche et impliquent également les membres de la famille et les populations environnantes dans les programmes de prise en charge et de soutien. Le syndicat des docks au Kenya a récemment négocié une telle politique. Le principe essentiel pour toutes les mesures doit être celui de non-discrimination, dans la mesure où cela garantit la sécurité d'emploi.

Partenariats

Une intervention efficace en matière de VIH et de SIDA nécessite une approche globale, comportant l'éducation, le dépistage, la prise en charge et le soutien psychologique. Tout cela ne peut pas toujours être proposé sur le lieu de travail, et c'est pourquoi les syndicats ont coopéré avec d'autres organismes ou programmes publics afin de fournir aux travailleurs le soutien nécessaire. Les syndicats ont également collaboré avec le bureau local d'OITSIDA ; l'OIT a lancé des programmes tripartites afin de promouvoir l'élaboration de politiques sur le lieu de travail. A Moscou, le projet « Share » de l'OIT a eu comme résultat de faire adopter par le comité du syndicat de transport municipal des clauses relatives au VIH/SIDA dans leurs conventions collectives. Le résultat a été que 57 sociétés différentes ont adopté des clauses relatives au VIH/ SIDA s'appliquant à 27.000 ouvriers.

Les stratégies

Les stratégies syndicales revêtent des formes multiples, des campagnes d'information à l'utilisation des politiques nationales. A Panama, la loi relative aux maladies en phase terminale a permis aux syndicats de négocier des clauses anti-discriminatoires sur le VIH/SIDA. Au Kenya, les syndicats des docks ont élaboré une politique après avoir fait un long travail de plaidoyer sur ce thème et réalisé des programmes éducatifs sur le lieu de travail. Certaines politiques nationales sur le VIH et le SIDA ne sont pas mises en œuvre de façon efficace, mais les syndicats peuvent s'en inspirer pour élaborer des politiques sur le lieu de travail. Au Zimbabwe et en Ethiopie, des programmes ont été élaborés dans différents secteurs, et des clauses de conventions collectives en ont été dérivées.

Il est essentiel que les syndicats participent à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques sur le lieu de travail afin que les droits des travailleurs soient respectés. Dans les cas où les employeurs offrent des services médicaux sur le lieu de travail, les syndicats ont joué un rôle essentiel, encourageant les travailleurs à les utiliser sans craindre de discrimination de la part de leur employeur. En Ouganda, le Amalgamated Transport and General Workers' Union [syndicat groupé des ouvriers du

transport et généraux] a négocié un système par lequel on attribue un numéro aux salariés recevant des soins. Les coûts des soins sont communiqués à l'employeur avec ce numéro de référence plutôt qu'avec le nom du salarié concerné.

Les difficultés

La majorité des nouveaux cas d'infection au VIH/SIDA concerne des femmes et des jeunes filles. En Asie, entre 1990 et 2009, le taux d'infection chez les femmes est passé de 21 à 35 % (rapport de l'ONUSIDA, 2010). Les femmes sont plus vulnérables à l'infection et à la pauvreté, et l'inégalité des rapports de force font qu'il leur est difficile d'insister pour avoir des rapports sexuels protégés. La difficulté est encore plus grande dans les pays où les syndicats n'ont pas encore incorporé les questions féminines dans leur action générale. Lutter contre le VIH/SIDA suppose nécessairement de lutter contre la discrimination ; c'est pourquoi les politiques sur le lieu de travail devraient comprendre une information sur l'inégalité entre hommes et femmes à tous les niveaux.

Études de cas 3 : Transport Company Ltd State Enterprise Employees' Union, Thaïlande (TRAN-U)

Pour les travailleurs séropositifs ou atteints du SIDA, il est important de pouvoir continuer à travailler, d'assurer leur subsistance et celle de leur famille, sans devoir vivre aux crochets de la société. Notre stratégie couvre à la fois le VIH/SIDA et la tuberculose, et veille à ce que les travailleurs puissent être autorisés à poursuivre leur activité professionnelle en dépit de leur maladie. Elle les met à l'abri de tests obligatoires de dépistage imposés par l'entreprise, et oblige celle-ci à participer à un programme d'information en distribuant des matériels d'information et en organisant des ateliers de formation.

Pour ce faire, le syndicat a avancé l'argument des droits des travailleurs, déclarant que le VIH/SIDA est un problème relevant du lieu de travail. Nous avons également fait remarquer la nature cachée du problème : même dans les familles, le VIH/SIDA reste un sujet tabou. L'importance accordée à ce problème par le gouvernement thaïlandais nous a aidés dans les négociations. Nous avons élaboré une stratégie avec le comité bipartite composé de représentants des syndicats et de la direction. Nous encourageons d'autres syndicats à travailler dans le cadre de structures bipartites existantes, afin de faire progresser la question du VIH/SIDA sur le lieu de travail.

En dépit des progrès réalisés, nous avons encore à améliorer la connaissance du problème du VIH/SIDA chez les travailleurs. Ainsi, l'éducation à la prévention et à la protection des personnes vivant avec le VIH/SIDA, ou s'occupant de personnes vivant avec le VIH/SIDA, fait également partie de notre stratégie. A l'avenir, nous souhaitons augmenter le nombre de travailleurs-formateurs, mais sommes limités par nos contraintes financières.

SUR LA BONNE VOIE

LES SYNDICATS DES CHEMINS DE FER ET LEURS ADHÉRENTS VONT BÉNÉFICIER D'UN PROJET COMMUN DE LUTTE CONTRE LE VIH ET LE SIDA DANS LE SECTEUR FERROVIAIRE.
PAR STERLING SMITH ET MAC URATA.

Plus de la moitié des syndicats affiliés à l'ITF dans le secteur ferroviaire ont fait état de cas de décès et d'absentéisme de collègues liés au VIH et au SIDA. Plus de 40 pour cent des syndicats du secteur ferroviaire font état de lacunes de compétences, de discrimination et d'un impact disproportionné sur les femmes du VIH/SIDA.

Certains groupes de travailleurs sont connus pour leur vulnérabilité au VIH/SIDA du fait de leur mode de travail. C'est le cas par exemple des gens de mer et des routiers de longue distance. Traditionnellement, on considérait que le secteur ferroviaire représentait un moindre risque. Mais en réalité, aucun secteur des transports ne peut s'estimer à l'abri.

L'une des difficultés est le manque de données solides. Indian Railways, l'un des plus grands réseaux ferroviaires du monde, représente une exception en la matière, grâce à un système de recensement très détaillé. Ses chiffres montrent que le taux de prévalence était de 0,23 pour cent en 2009, ce qui représente un total de 4.187 travailleurs et personnes à charge. Ce chiffre représentait une diminution importante par rapport au taux de 0,41 pour cent enregistré en 2006. On le doit à l'intervention rapide de Indian Railways et l'implication à haut niveau de l'affilié de l'ITF.

On estime que les chiffres en Chine sont du même ordre, même si ceux-ci n'ont pas été publiés. China Railways ne renverra aucun travailleur en raison de son statut VIH.

Dans la coopération

Il est important de s'attaquer au problème du VIH/SIDA en amont autant que possible, avant qu'il ne s'aggrave et n'ait des conséquences dramatiques. C'est la raison pour laquelle la participation et la coopération active de tous les partenaires sociaux – syndicats, employeurs, gouvernements nationaux – sont absolument nécessaires au plan local, national et international.

La façon la plus efficace pour les syndicats de lutter contre le VIH/SIDA est de

collaborer avec les employeurs.

Dans le secteur ferroviaire, l'ITF a une relation avec l'organisation mondiale des employeurs, l'Union internationale des chemins de fer (UIC). L'ITF, l'UIC et l'OIT ont collaboré pour élaborer une boîte à outils destinée au secteur ferroviaire. Sur la bonne voie s'adresse aux décideurs et aux cadres, aux formateurs syndicalistes et aux organismes de formation du secteur ferroviaire.

Un comité directeur composé de représentants de l'ITF, d'employeurs et de l'OIT s'est réuni pour superviser l'élaboration de la boîte à outils. En décembre 2009, à Delhi, un atelier a été organisé pour tester les outils. Tous les affiliés de l'ITF y étaient représentés.

Les sociétés ferroviaires ont également un rôle important à jouer dans la prévention du VIH. Ils ont déjà contacté des millions de passagers par des initiatives pionnières, comme le Red Ribbon Express en Inde. Les adhérents syndicaux sont souvent à l'origine de ces campagnes. Il est espéré que la boîte à outils permettra de diffuser la bonne pratique sur les moyens qu'ont les chemins de fer de prendre contact avec les usagers, ainsi que les habitants vivant à proximité des gares, pour leur donner des informations sur le VIH/SIDA.

Cette boîte à outils représente la deuxième collaboration de l'ITF avec

une organisation mondiale d'employeurs et l'OIT. En 2008, Conduire au changement avait été produit pour le secteur du transport routier en collaboration avec l'Académie de l'Union routière internationale (IRU) et l'OIT. Ce document a été traduit dans plusieurs langues et des ateliers tripartites ont été organisés au Ghana, en Russie, en Ouganda, sans oublier un atelier international à Genève, où se trouve le siège de l'OIT. Grâce à la boîte à outils, le programme de formation reconnu internationalement pour les routiers inclut désormais les problèmes du VIH et du SIDA.

Ces projets montrent qu'une bonne collaboration est le meilleur moyen de lutter contre le VIH/SIDA sur le lieu de travail.

Sterling Smith est le consultant indépendant responsable de l'élaboration de la boîte à outils de l'ITF. Mac Urata est le secrétaire des Sections des transports internes de l'ITF.



La boîte à outils

Dans Sur la bonne voie, vous trouverez

- une série de fiches concernant le VIH et le SIDA
- un livret donnant des conseils sur la façon pour le secteur ferroviaire de lutter contre le VIH et le SIDA
- un guide pour aider à élaborer et à structurer des programmes de formation efficaces pour ce public
- une série de jeux et d'activités faciles à utiliser dans des cadres informels
- un document de référence de l'OIT
- un CD-ROM avec un exemple de PowerPoint
- des préservatifs masculins et féminins.

Vous pouvez commander la boîte à outils à l'adresse suivante : mail@itf.org.uk

LES FEMMES COMMUNIQUENT

L'ÉDUCATION ET LES GROUPES LOCAUX SONT ESSENTIELS POUR INFORMER LES FEMMES SUR LE VIH/SIDA

L'ITF a toujours fait assidûment campagne pour les droits des travailleuses, mais engage désormais de plus de plus le dialogue avec les femmes ou les partenaires des travailleurs de sexe masculin, et avec les femmes en général. L'ITF participe notamment à la campagne de soutien aux travailleuses du sexe, visant à garantir leur bien-être et les protéger contre la discrimination.

Ce travail n'est pas entrepris par hasard en ce qui concerne la propagation du VIH/SIDA. En effet, les épouses et les partenaires des travailleurs du transport exposés au virus du VIH/SIDA, ou déjà infectés, sont susceptibles d'être contaminées par leur époux, et il en va de même pour leurs enfants au cas où elles tomberaient enceintes après s'être infectées. C'est la raison pour laquelle les femmes, épouses et partenaires, ont de bonnes raisons de s'informer, d'informer leurs époux et leur entourage sur les dangers du VIH/SIDA.

Parallèlement, l'ITF a adopté une position de ferme opposition au travail sexuel des enfants. Les enfants exploités de la sorte ne sont pas seulement exposés à de la maltraitance physique et psychologique, mais également à des grossesses non désirées, et au VIH/SIDA. Au Rwanda et en Colombie, l'ITF participe à des projets d'éducation et de mobilisation des femmes. Alison McGarry, coordinatrice des femmes à l'ITF, déclare : « J'applaudis ces exemples innovants de femmes qui se mobilisent pour éduquer leur entourage. Nos syndicats comprennent qu'il est nécessaire de soutenir les travailleuses du sexe dans leur lutte contre les conditions de pauvreté qui poussent les jeunes femmes dans l'industrie du sexe à l'origine de la transmission du VIH. »

Rwanda

Auteur : Irene Babazi, présidente de la RTSA

L'Association des épouses de routiers du Rwanda (RTSA) a été constituée en 2006 avec 86 membres ; elle en compte aujourd'hui 2017. Étant donné le genre de travail que font nos maris, le risque que nous courons de contracter le VIH/SIDA est élevé ; c'est pourquoi nous avons décidé d'éduquer hommes et femmes afin de faire disparaître la stigmatisation dans les familles de routiers. Nous voulions également montrer aux épouses comment gérer les problèmes qu'elles rencontrent liés au travail de leurs maris.

Les objectifs de notre association sont les suivants : lutter contre la propagation du VIH/SIDA dans les familles de routiers et leur entourage au sens large ; promouvoir un sens des responsabilités entre les routiers et leurs épouses pour le développement et le bien-être de leurs familles ; développer la coopération et le réseautage avec les épouses de routiers dans les pays limitrophes.

Nos réalisations

Suivi psychologique et dépistage volontaire (VCT). Grâce à des fonds de CNLS/GLIA, FHI/ROADS et l'UNIFEM, nous avons organisé un grand nombre de journées familiales pour routiers avec VCT. Lors d'un rassemblement, 1500 familles se sont retrouvées. 2642 personnes ont participé à d'autres journées familiales ; en tout, 141 personnes testées étaient séropositives ; elles ont été orientées sur des centres de santé.

La formation par les pairs : FHI/ROADS, l'UNIFEM et CNLS/GLIA nous ont accordé un financement à cet effet. 15 personnes ont reçu une formation par « sketches » qu'elles ont joués 25 fois dans différents centres de soins ; 5 forment aujourd'hui nos adhérents et visitent les familles lorsque les maris sont à la maison ; 108 ont été envoyées dans d'autres sections, et nous en avons formé 10 pour notre organisation.

Coopératives : Nous avons mis en place cinq coopératives de production de revenus dans quatre sections. Il s'agit en l'occurrence de culture de tomates et d'oignons, et d'élevage de vaches, de chèvres et de lapins.



Colombie

Le 22 juin 2010 à Carthagène, le syndicat national des ouvriers du transport de Colombie, SNTT, en association avec l'ITF et le maire, a organisé un forum sur l'importance de gérer le problème du VIH/SIDA sur le lieu de travail, et de faire connaître la situation des enfants employés dans le travail du sexe.

La première partie du programme a été présentée par l'ITF. On y a donné des informations générales concernant le VIH/SIDA, un point mondial et régional sur l'épidémie, des informations concernant l'action de l'ITF en la matière. La deuxième partie a consisté en une réflexion sur les façons de prévenir le travail du sexe des enfants et des adolescents, ainsi que sur certaines questions juridiques, comme le fait de signaler les victimes et le travail de suivi.

Parmi les 80 participants au forum, il y avait des chauffeurs de taxi de Carthagène et de Barranquilla, des affiliés du SNTT, des chefs de quartier, des ONG, le département de la police nationale, des représentants des travailleurs de l'hôtellerie, et l'université de Carthagène. Le film « Autoroutes de l'espoir » a été projeté et a suscité beaucoup d'applaudissements. Il montre un exemple parmi bien d'autres du travail accompli par l'ITF dans le monde entier afin d'éviter la propagation du VIH/SIDA.

Le forum a suscité un large intérêt chez les adhérents syndicaux. Beaucoup ont exprimé le souhait de poursuivre ce travail, en intégrant les problèmes de maltraitance sexuelle des enfants et de VIH/SIDA dans un programme plus vaste sur la sexualité et l'égalité entre les sexes, dans lequel on traiterait également des droits des femmes et des lesbiennes, gays, bisexuels et transsexuels.

Les adhérents syndicaux sont tombés d'accord sur le fait qu'il fallait maintenant engager un débat public à Carthagène sur la liberté sexuelle et la diversité. Le message est que la libération est indivisible : les droits humains ne peuvent être accordés à certains groupes, mais refusés à d'autres. Ainsi, dans le mouvement syndical, la revendication du droit du travailleur à une existence décente doit aller de pair avec la revendication du droit des individus à l'autodétermination.

Cet argument ne sera pas facile à développer. En Colombie, les préjugés sont répandus et profondément ancrés. Ils sont en partie liés aux divisions raciales et sexuelles encouragées par le

colonialisme, et qui ont débouché sur la culture machiste. Selon un sondage réalisé récemment à Carthagène, 55 % de la population est toujours hostile à l'homosexualité, et la compare aux comportements illégaux, comme la criminalité ou le trafic de stupéfiants.

Suite au premier forum de Carthagène, l'ITF collabore maintenant avec Affirmative Caribbean, une ONG respectée dont l'action consiste à informer sur les questions des personnes gays, lesbiennes, bisexuelles et transsexuelles. En partenariat avec les syndicats de Carthagène, une campagne très novatrice est en préparation. Elle fera intervenir ensemble adhérents syndicaux, militants de quartier et leaders femmes. L'objectif de cette campagne sera de mettre fin à la violence homophobe et à la discrimination dont sont victimes les personnes vivant avec le VIH/SIDA.

Affirmative Caribbean a mis en place une structure permettant de mener cette campagne, « Pour une seule Carthagène », qui imagine une ville sans fractures sociales ou économiques, un lieu d'énergie et de pluralisme où la diversité n'est pas seulement tolérée, mais encouragée. Sa proposition la plus innovante est celle d'un nouveau Forum composé de 120 personnes venant des trois principaux districts de Carthagène.

Les membres du Forum seront formés afin de diffuser des messages anti-discrimination dans leurs quartiers et de promouvoir des pratiques d'inclusion à tous les niveaux de la société. Pour réaliser cette activité, différents matériels audiovisuels seront utilisés, avec un site Internet pour donner des nouvelles et des informations, et pour que le grand public puisse participer en donnant son avis et son expérience.

Antonio Rodriguez Fritz, Secrétaire régional Inter-Amériques de l'ITF, déclare : « Il est très encourageant de constater qu'un grand nombre de nos affiliés en Amérique latine ont des idées de campagnes innovantes pour aider leurs adhérents dans la lutte contre le VIH/SIDA. Il faut se féliciter en particulier du fait qu'ils réalisent ces activités en collaboration avec différents acteurs, notamment des ONG et des représentants des pouvoirs locaux, afin d'obtenir l'impact maximum ».



COMMENT FAIRE PARTICIPER LES ROUTIERS DE LONGUE DISTANCE AUX SERVICES, MESSAGES ET MATÉRIAUX CONCERNANT LE VIH/SIDA ? ROBIN LANDIS EXPOSE LE PROJET LE PLUS RÉCENT S'ADRESSANT À CES TRAVAILLEURS.

L'INFORMATION : LA VITESSE SUPÉRIEURE

North Star Alliance met actuellement en place un réseau de centres de soins durables, sous forme de conteneurs, appelés « centres de bien-être » et dont l'objectif est de répondre aux besoins fondamentaux de santé de populations très mobiles en Afrique. Ces services sont conçus pour donner aux routiers de longue distance un accès facile au suivi psychologique et au dépistage du VIH, à la prise en charge des IST, aux soins de santé fondamentaux et pour pouvoir les orienter rapidement sur d'autres professionnels médicaux en cas de besoin. Parallèlement aux soins de santé essentiels dispensés dans ces centres, la prévention et la promotion de la santé dans ces domaines sont également des axes prioritaires.

Dans le passé, des brochures de toutes les tailles et de toutes les formes ont été diffusées, ainsi que des affiches, des vidéos, et bien d'autres supports de communication, pour évoquer les risques de santé, la responsabilité personnelle et la façon d'améliorer son mode de vie. Mais la vulnérabilité bien



particulière liée à la vie sur les routes n'a pas été souvent évoquée.

C'est la raison pour laquelle North Star a voulu recentrer ses efforts afin de développer de meilleurs outils de communication adaptés à la vie réelle, aux besoins réels, et proposant des conseils pratiques aux routiers de longue distance, et aux personnes avec qui ils ont des contacts, directs ou indirects. Pour ce faire, North Star collabore avec différents partenaires, y compris des syndicats, des entreprises et des groupes d'habitants.

Le message que nous avons entendu

En début d'année une rapide évaluation a été menée auprès d'un groupe de routiers, de travailleurs du sexe et de directeurs d'entreprise. Il s'agissait d'établir dans quelle mesure ils avaient connaissance de l'existence des centres de bien-être, et ce qu'ils faisaient des informations sur la santé mises à leur disposition. Cette évaluation est certes restée très superficielle, mais a mis en évidence des problèmes importants, confirmant ce que North Star soupçonnait déjà, à savoir que tout le monde ne connaît pas l'existence des centres de bien-être et des services qui y sont proposés, et que les informations relatives à la santé, le suivi psychologique et l'interaction avec le personnel de ces centres sont des éléments considérés également comme importants en soi.

Les chauffeurs interrogés ont répondu qu'ils souhaitaient que les messages concernant la santé soient plus divertissants,

exprimant notamment le souhait d'avoir des CD qu'ils pourraient écouter en conduisant, des matériaux sur papier pliables et faciles à transporter dans les langues locales ; et plus d'informations concernant la santé, l'alimentation, l'exercice physique et le lutte contre l'hypertension durant le travail. Ils voulaient également connaître l'emplacement des centres de bien-être le long de l'axe routier, et savoir lesquels proposaient des services de suivi psychologique et de dépistage du VIH.

Fiche fûtée

Les premiers matériaux d'information élaborés par North Star l'ont été pour aider le personnel des centres de bien-être à parler des problèmes de la tuberculose et du VIH. En collaboration avec l'ITF, l'ONUSIDA, le PAM, la FESARTA, le KNCV (des Pays-Bas), et KwikPoint aux États-Unis, une fiche « smart card » de poche illustrée a été produite, faisant intervenir un personnage de routier, et visant à donner un certain nombre d'informations générales et à expliquer les comportements à risque, la prévention, les possibilités de traitement et les conseils de vie positive. Ces fiches existent en anglais, en français, en portugais, et ont été bien accueillies par le personnel et les usagers. Des révisions et des traductions en swahili et en chichewa sont prévues.

Parcourir la route l'âme en peine

Si bons que soient les services de soins, ils ne serviront à rien si les usagers potentiels ne connaissent pas leur existence, ou n'arrivent



pas à les trouver. C'est la raison pour laquelle North Star et ses partenaires, avec le soutien de Shell Oil et Maplecroft, ont réalisé 20.000 cartes de la région où sont indiqués les centres de santé publics et privés situés le long des principaux axes routiers en Afrique. Ces cartes de format standard, pliantes, ont été créées spécifiquement pour l'Afrique de l'Est, de l'Ouest et l'Afrique australe. Ce sont les premières du genre.

Ces cartes ont été envoyées aux syndicats, aux entreprises de transport et aux centres de bien-être pour qu'on les distribue aux routiers. La réaction a été extrêmement positive. Les routiers qui se présentent dans les centres avec une maladie ont expliqué au personnel de North Star qu'ils connaissaient l'existence du centre grâce à la carte. Cette année, North Star espère collaborer avec les syndicats pour recueillir le retour d'information concernant les cartes, afin de décider comment réviser les informations qu'elles contiennent et dans quel format le faire.

Attaquer le VIH à la batte de cricket

Pour la toute première fois, North Star a fait appel à une personnalité de renom pour faire passer le message des centres de bien-être et des services qu'ils proposent. Mpumelelo Mbangwa, ancien joueur de cricket pour l'équipe nationale du Zimbabwe et commentateur bien connu de ce sport, mieux connu sous le nom de « Mpume », est régulièrement écouté par une audience internationale d'amateurs de cricket. Mpume

et North Star ont formalisé leurs relations, ce qui permet à Mpume de réaliser son désir d'aider les populations africaines, et à North Star de faire mieux connaître les centres de bien-être.

Mpume est une personnalité connue, respectée, un père de famille qui a vu du pays, et pense que cela lui permet de parler mieux que quiconque et sans tabous de problèmes délicats liés à la santé, à la famille, à la société, ainsi que de s'adresser aux jeunes par l'intermédiaire du sport. La première campagne utilisant l'« image de marque » de Mpume fut lancée lors de la Journée mondiale du SIDA : il s'agissait d'encourager les gens à se faire tester. Mpume fera une série d'apparitions dans différents pays cette année ; les syndicats sont invités à faire connaître ces manifestations parmi leurs adhérents.

Développement des compétences et de la confiance

North Star est résolu à constituer un réseau de routiers confiants, formés et informés. L'objectif est de créer et de développer une cohorte active qui diffuse les connaissances acquises au travail et à la maison. A cette fin, nous souhaitons collaborer avec les syndicats, les entreprises, les gouvernements, les réseaux de travailleurs du sexe et les groupes de quartier. Nous espérons que le protocole d'accord signé récemment entre North Star et l'ITF marquera le début d'une coopération encore plus étroite et d'un rôle plus actif encore des adhérents syndicaux.

Pas de distance de sécurité...en ligne

North Star a pour objectif d'obtenir un soutien financier, stratégique et programmatique pour lutter contre les maladies transmissibles et dangereuses liées aux modes de vie très itinérants. Pour ce faire, nous utiliserons pleinement les médias sociaux afin de faire connaître à notre public cible les problèmes importants et intéressants pour lui, et afin d'élargir le soutien pour mettre en place de nouveaux centres de bien-être en Afrique, en Inde et ailleurs. L'équipe de communications de North Star se prépare à une année bien remplie, avec des messages réguliers postés sur Facebook, Twitter et le site de North Star. Les adhérents de l'ITF sont invités à nous lire et à nous faire parvenir des informations pouvant intéresser nos publics respectifs.

Pour nous suivre en ligne:
www.northstar-alliance.org

Robin Landis est basé à Nairobi, Kenya. Il dirige l'équipe de communications de North Star Alliance et est l'interlocuteur du Programme alimentaire mondial (PAM) à North Star. North Star Alliance est un partenariat public-privé dont l'objectif est de réduire l'impact du VIH dans le secteur des transports ; il reçoit un soutien de la part de l'ITF, d'ORTEC, de l'ONUSIDA, du TNT et du PAM. Il existe à l'heure actuelle 22 centres de bien-être de North Star dans neuf pays africains. Ces centres reçoivent en moyenne entre 35 et 45 personnes par jour.



La Fédération internationale des ouvriers du transport (ITF) représente 4,5 millions de travailleurs des transports dans 154 pays. Elle est l'une des Fédérations syndicales internationales alliées à la Confédération syndicale internationale (CSI).

Consultez le site Internet de l'ITF pour en savoir plus sur notre campagne VIH/SIDA et nos autres actions de sensibilisation, d'information et de solidarité visant à défendre les intérêts des travailleurs des transports www.itfglobal.org